

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2253

[C — 99/27536]

3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le montant et les conditions d'octroi ou de remboursement des indemnités, jetons de présence et frais de séjour et de parcours des membres du Conseil d'orientation institué auprès de l'Office de promotion des voies navigables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 24 novembre 1994 portant dissolution de l'Office de la Navigation et création de l'Office de promotion des voies navigables;

Vu l'arrêté du 6 avril 1995 instituant un Conseil d'orientation auprès de l'Office de promotion des voies navigables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Considérant que, afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Office de promotion des voies navigables, il s'avère urgent de permettre la juste rétribution de la présence de ses membres aux réunions et des prestations de ceux-ci au profit dudit Office ainsi que le remboursement des frais de déplacement y liés;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Arrête :

Article 1^{er}. A chaque séance du Conseil d'orientation, un jeton de présence d'un montant de 2.500 francs belges est alloué à chaque membre présent du Conseil ou à son remplaçant.

Les jetons de présence ne seront néanmoins attribués aux fonctionnaires que pour autant qu'ils couvrent la présence effective de ceux-ci en dehors des heures de prestation au service de l'administration qui les emploie.

Est assimilée à une séance pour l'allocation des jetons de présence, la réunion de la section particulière du Conseil d'orientation instituée dans le cadre de la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest et prévue par l'article 20 du décret du 1^{er} avril 1999.

Art. 2. Les membres du Conseil d'orientation amenés à effectuer des prestations au profit de l'Office de promotion des voies navigables, peuvent prétendre au paiement d'une indemnité de 1.000 francs belges par demi-journée.

L'indemnité précitée ne sera néanmoins attribuée aux fonctionnaires que pour autant qu'elle concerne la présence effective de ceux-ci en dehors des heures de prestation au service de l'administration qui les emploie.

Une indemnité d'un montant équivalent est également accordée dans les mêmes conditions aux membres participant aux Commissions de travail créées par le Conseil d'orientation.

Art. 3. Les frais de déplacement des membres du Conseil d'orientation sont remboursés sur la base de la réglementation en vigueur au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, et moyennant une déclaration de créance pour autant qu'ils ne soient pas pris en charge par l'organisme qu'ils représentent ni par leur employeur.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Économie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR

Article 1^{er}. Le Conseil élit chaque année lors de sa séance du mois de novembre un Président et un Vice-Président en son sein. Les mandats du Président et du Vice-Président sont renouvelables.

Art. 2. A l'exception des mois de juillet et août, le Conseil d'orientation se réunit en principe une fois par mois et en outre chaque fois qu'au moins un tiers de ses membres en fait la demande.

Art. 3. Le Conseil d'orientation se réunit sur convocation du Président qui fixe l'ordre du jour de séance. L'inscription d'un ou plusieurs points précis à cet ordre du jour peut être demandée par au moins trois membres du Conseil.

Art. 4. Les séances sont présidées par le Président ou, en son absence par le Vice-Président. En cas d'absence conjointe des Président et Vice-Président, c'est le doyen d'âge de l'Assemblée qui préside.

Art. 5. Le Conseil ne délibère valablement que si au moins la majorité de ses membres sont présents ou représentés.
A défaut, il est convoqué une nouvelle réunion qui se tient dans les huit jours suivants la première avec le même ordre du jour.

Le quorum prévu à l'alinéa précédent n'est alors plus requis pour que la délibération soit valable.

Les convocations sont envoyées par lettre recommandée à la poste, le dépôt du pli à la poste valant notification à partir du lendemain.

Chaque membre du Conseil d'orientation peut se faire représenter par un suppléant dûment mandaté par l'organisme qu'il représente. Chaque suppléant ne peut représenter qu'un seul membre.

Un membre du Conseil d'orientation qui s'absente au moins trois fois sans se faire représenter, peut être remplacé par une autre personne désignée par le Gouvernement wallon, sur proposition de l'organisme mandant.

Art. 6. Les décisions du Conseil sont acquises à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Art. 7. Les travaux, décisions et avis du Conseil d'orientation sont constatés par des procès-verbaux inscrits à un registre à ce destiné.

Les procès-verbaux sont signés par au moins la majorité des membres qui ont pris part aux travaux.

Les copies ou extraits sont signés par le Président ou par le Directeur de l'Office de Promotion.

Art. 8. Le Conseil d'orientation a le droit de constituer en son sein des commissions de travail chargées de problèmes précis. Ces commissions font rapport au Conseil qui en débat.

Le Conseil peut faire appel au concours de personnes particulièrement qualifiées de même qu'à des fonctionnaires des ministères, sous réserve de l'accord du Ministre dont ceux-ci relèvent.

Art. 9. A chaque séance du Conseil d'orientation, un jeton de présence d'un montant de 2.500 francs est alloué à chaque membre présent du Conseil ou à son remplaçant.

Les jetons de présence ne seront néanmoins attribués aux fonctionnaires que pour autant qu'ils couvrent la présence effective de ceux-ci en dehors des heures de prestation au service de l'administration qui les emploie.

Est assimilée à une séance, pour l'allocation des jetons de présence, la réunion de la section particulière du Conseil d'orientation instituée dans le cadre de la création du Port autonome du Centre et de l'Ouest.

Les membres du Conseil amenés à effectuer des prestations au profit de l'OPVN peuvent prétendre au paiement d'une indemnité de 1.000 francs par demi-journée.

L'indemnité précitée ne sera néanmoins attribuée aux fonctionnaires que pour autant qu'elle concerne la présence effective de ceux-ci en dehors des heures de prestation au service de l'administration qui les emploie.

Une indemnité d'un montant équivalent est également accordée dans les mêmes conditions aux membres participant aux commissions de travail créées par le Conseil d'orientation. La demande de prestations émane du Président ou du Vice-Président.

Les frais de déplacement des membres du Conseil d'orientation sont remboursés sur base de la réglementation en vigueur à l'Administration du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, sur base d'une déclaration de créance et pour autant qu'ils ne soient pas pris en charge par l'organisme qu'ils représentent ou par leur employeur.

Art. 10. Le Président et/ou le Directeur de l'Office de Promotion signent tous les actes de gestion courante du Conseil d'orientation et, avec le comptable de l'Office, les pièces comptables dudit Conseil.

Art. 11. Le Président et/ou le Vice-Président représente le Conseil d'orientation de l'OPVN lors de toute manifestation à laquelle celui-ci a été invité à prendre part.

Art. 12. Le secrétariat du Conseil d'orientation est assuré par le personnel de l'OPVN

Art. 13. Le présent Règlement d'ordre intérieur est d'application à partir du 1^{er} janvier 1999.

Namur, le 3 juin 1999.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2253

[C — 99/27536]

3. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung des Betrags und der Bedingungen für die Gewährung oder die Rückerstattung der Vergütungen, Anwesenheitsgelder und Fahrt- und Aufenthaltskosten der Mitglieder des Beratungsausschusses, der beim «Office de promotion des voies navigables» (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) errichtet ist

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 24. November 1994 zur Auflösung des "Office de la navigation" (Schiffahrtsamt) und zur Errichtung des "Office de promotion des voies navigables";

Aufgrund des Erlasses vom 6. April 1995 zur Errichtung eines Beratungsausschusses beim "Office de promotion des voies navigables";

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass es zur Gewährleistung der reibungslosen Arbeitsweise des «Office de promotion des voies navigables», dringend ist, seinen Mitgliedern eine gerechte Entlohnung für ihre Anwesenheit bei den Versammlungen und für ihre Leistungen zugunsten des «Office» sowie die Rückerstattung der damit verbundenen Fahrtkosten zu gewähren;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei jeder Sitzung des Beratungsausschusses werden jedem anwesenden Mitglied des Rats oder seinen Vertreter Anwesenheitsgelder in Höhe von 2.500 BEF gewährt. Die Anwesenheitsgelder werden den Beamten jedoch nur gewährt, wenn sie die tatsächliche Anwesenheit dieser Beamten außerhalb der Arbeitsstunden im Dienste der Verwaltung, die sie beschäftigt, decken.

Für die Gewährung von Anwesenheitsgeldern wird die Versammlung der Sonderabteilung des Beratungsausschusses, die im Rahmen der Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest eingerichtet und in Artikel 20 des Dekrets vom 1. April 1999 vorgesehen ist, einer Sitzung gleichgestellt.

Art. 2 - Die Mitglieder des Beratungsausschusses, die Leistungen zugunsten des «Office de promotion des voies navigables» erbringen, haben Anspruch auf die Zahlung einer Vergütung von 1.000 BEF pro Halbtage.

Die vorerwähnte Vergütung wird den Beamten jedoch nur gewährt, wenn sie die tatsächliche Anwesenheit dieser Beamten außerhalb der Arbeitsstunden im Dienste der Verwaltung, die sie beschäftigt, deckt.

Eine Vergütung in gleicher Höhe wird unter denselben Bedingungen ebenfalls den Mitgliedern gewährt, die an dem vom Beratungsausschuss errichteten Arbeitskommissionen teilnehmen.

Art. 3 - Die Fahrtkosten der Mitglieder des Beratungsausschusses werden auf der Grundlage der im Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen geltenden Regelung und mittels einer Forderungsanmeldung zurückgezahlt, insofern sie weder von der Einrichtung, die sie vertreten, noch von ihrem Arbeitgeber übernommen werden.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 1999 wirksam.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

DIENSTORDNUNG

Artikel 1 - Der Rat wählt sich jedes Jahr bei seiner November-Sitzung einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern aus. Die Mandate des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden können erneuert werden.

Art. 2 - Mit Ausnahme der Monate Juli und August versammelt sich der Beratungsausschuss im Prinzip einmal im Monat und außerdem jedesmal, wenn mindestens ein Drittel seiner Mitglieder es beantragt.

Art. 3 - Der Beratungsausschuss versammelt sich auf Einberufung des Vorsitzenden, der die Tagesordnung der Sitzung festlegt. Die Aufnahme eines bzw. mehrerer bestimmter Punkte in diese Tagesordnung kann von mindestens drei Mitgliedern des Rats beantragt werden.

Art. 4 - Der Vorsitzende oder, wenn dieser abwesend ist, der stellvertretende Vorsitzende führt den Vorsitz der Sitzungen. Im Falle einer gemeinsamen Abwesenheit des Vorsitzenden und des stellvertretenden Vorsitzenden wird die Versammlung von dem ältesten Mitglied geführt.

Art. 5 - Der Rat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten sind.

Mangels dessen wird eine neue Versammlung einberufen, die innerhalb von acht Tagen nach der ersten Versammlung mit derselben Tagesordnung stattfindet.

Die im vorstehenden Absatz vorgesehene Stimmzahl wird dann nicht mehr erfordert, damit der Rat beschlussfähig wird.

Die Einberufungen werden per bei der Post aufgegebenes Einschreiben zugeschickt. Dabei gilt die Aufgabe des Einschreibebriefs bei der Post als Zustellung ab dem nächsten Tag.

Jedes Mitglied des Beratungsausschusses darf sich von einem Stellvertreter vertreten lassen, der ordnungsmäßig von der Einrichtung, die er vertritt, damit beauftragt wird. Jeder Stellvertreter darf nur ein einziges Mitglied vertreten.

Ein Mitglied des Beratungsausschusses, das mindestens dreimal abwesend ist, ohne sich vertreten zu lassen, kann von einer anderen Person ersetzt werden, die von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag der beauftragenden Einrichtung bezeichnet wird.

Art. 6 - Die Beschlüsse des Rates werden mit der absoluten Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 7 - Die Arbeiten, Beschlüsse und Gutachten des Beratungsausschusses werden durch Protokolle, die in ein dafür bestimmtes Register eingetragen sind, festgestellt.

Die Protokolle werden durch mindestens die Mehrheit der Mitglieder, die an den Arbeiten teilgenommen haben, unterzeichnet.

Die Abschriften oder Auszüge werden vom Vorsitzenden oder vom Direktor des «Office de Promotion» unterzeichnet.

Art. 8 - Der Beratungsausschuss hat das Recht, in seiner Mitte Arbeitskommissionen zu bilden, die mit bestimmten Problemen beauftragt werden. Diese Kommissionen erstatten dem Rat Berichte, der darüber debattiert.

Der Rat kann die Mitwirkung von besonders qualifizierten Personen sowie von Beamten der Ministerien, vorbehaltlich des Einverständnisses des Ministers, von denen sie abhängen, anfordern.

Art. 9 - Bei jeder Sitzung des Beratungsausschusses werden jedem anwesenden Mitglied des Rats oder seinen Vertreter Anwesenheitsgelder in Höhe von 2.500 BEF gewährt.

Die Anwesenheitsgelder werden den Beamten jedoch nur gewährt, wenn sie die tatsächliche Anwesenheit dieser Beamten außerhalb der Arbeitsstunden im Dienste der Verwaltung, die sie beschäftigt, decken.

Für die Gewährung von Anwesenheitsgeldern wird die Versammlung der Sonderabteilung des Beratungsausschusses, die im Rahmen der Gründung des autonomen Hafens Centre-Ouest eingerichtet ist, einer Sitzung gleichgestellt.

Die Mitglieder des Rates, die Leistungen zugunsten des «Office de promotion des voies navigables» erbringen, haben Anspruch auf die Zahlung einer Vergütung von 1.000 BEF pro Halbtag.

Die vorerwähnte Vergütung wird den Beamten jedoch nur gewährt, wenn sie die tatsächliche Anwesenheit dieser Beamten außerhalb der Arbeitsstunden im Dienste der Verwaltung, die sie beschäftigt, deckt.

Eine Vergütung in gleicher Höhe wird unter denselben Bedingungen ebenfalls den Mitgliedern gewährt, die an den vom Beratungsausschuss errichteten Arbeitskommissionen teilnehmen. Der Antrag auf Leistungen wird vom Vorsitzenden oder vom stellvertretenden Vorsitzenden gestellt.

Die Fahrtkosten der Mitglieder des Beratungsausschusses werden auf der Grundlage der bei der Verwaltung des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen geltenden Regelung und mittels einer Forderungsanmeldung zurückgezahlt, insofern sie weder von der Einrichtung, die sie vertreten, noch von ihrem Arbeitgeber übernommen werden.

Art. 10 - Der Vorsitzende und/oder der Direktor des «Office de promotion» unterzeichnen die gesamten Unterlagen der täglichen Verwaltung des Beratungsausschusses und, zusammen mit dem Buchführer des Amtes, die Buchungsbelege des besagten Rates.

Art. 11 - Der Vorsitzende und/oder der stellvertretende Vorsitzende vertreten den Beratungsausschuss des «Office de promotion des voies navigables» bei jeder Veranstaltung, an deren Teilnahme dieser eingeladen ist.

Art. 12 - Die Schriftführung des Beratungsausschusses wird vom Personal des «Office de promotion des voies navigables» gewährleistet.

Art. 13 - Die vorliegende Dienstordnung ist ab dem 1. Januar 1999 anwendbar.

Namur, den 3. Juni 1999

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2253

[C - 99/27536]

3 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het bedrag en van de toekennings- of terugbetalingsvoorwaarden van de vergoedingen, presentiegelden en verblijf- en reiskosten van de leden van de Oriëntatieraad ingesteld bij de "Office de Promotion des voies navigables" (Dienst voor de bevordering van de bevaarbare waterwegen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 24 november 1994 houdende ontbinding van de "Office de la navigation" (Dienst voor de scheepvaart) en oprichting van de "Office de promotion des voies navigables";

Gelet op het besluit van 6 april 1995 tot instelling van een Oriëntatieraad bij de "Office de Promotion des voies navigables";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk, om de goede werking van de "Office de Promotion des voies navigables" te waarborgen, de leden moeten worden bezoldigd voor hun aanwezigheid bij de vergaderingen en voor hun dienstverleningen ten gunste van deze Dienst; dat hun reiskosten ook terugbetaald moeten worden;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

Artikel 1. Bij elke vergadering van de Oriëntatieraad wordt een presentiegeld voor een bedrag van 2.500 BEF toegekend aan elk aanwezige lid van de Raad of aan zijn plaatsvervanger. De presentiegelden worden evenwel slechts aan de ambtenaren toegekend als ze de werkelijke aanwezigheid van deze leden dekken buiten de werkuren in dienst van het bestuur dat ze aanwerft.

De vergadering van de bijzondere afdeling van de Oriëntatieraad die ingesteld is in het kader van de oprichting van de autonome Haven "du Centre et de l'Ouest" en bedoeld in artikel 20 van het decreet van 1 april 1999 wordt gelijkgesteld met een zitting voor de toekenning van de presentiegelden.

Art. 2. De leden van de Oriëntatieraad die ertoe gebracht worden dienstverleningen te verstrekken ten gunste van de "Office de Promotion des voies navigables", kunnen aanspraak maken op de betaling van een vergoeding van 1.000 BEF per halve dag.

De bovenvermelde vergoeding wordt evenwel slechts aan de ambtenaren toegekend als ze de werkelijke aanwezigheid van deze leden betreft buiten de werkuren in dienst van het bestuur dat ze aanwerft.

Een vergoeding voor een gelijkwaardig bedrag wordt tevens onder dezelfde voorwaarden toegekend aan de leden die deelnemen aan de door de Oriëntatieraad opgerichte werkcommissies.

Art. 3. De reiskosten van de leden van de Oriëntatieraad worden terugbetaald op grond van de in het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer vigerende regeling en mits een vorderingsaangifte voor zover ze noch van de instelling die ze vertegenwoordigen, noch van hun werkgever ten laste komen.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

HUISHOUDELIJK REGLEMENT

Artikel 1. De Raad kiest jaarlijks bij de zitting van november een voorzitter en een ondervoorzitter uit zijn midden. De mandaten van de voorzitter en van de ondervoorzitter zijn verlengbaar.

Art. 2. Met uitzondering van de maanden juli en augustus vergadert de Oriëntatieraad in principie één keer per maand en bovendien elk keer dat één derde van zijn leden erom verzoekt.

Art. 3. De Oriëntatieraad vergadert op oproeping van de voorzitter die de agenda van de ziop in de agenda kan worden aangevraagd door minstens drie leden van de Raad.

Art. 4. De zittingen worden voorgezeten door de voorzitter of bij diens afwezigheid door de ondervoorzitter. In geval van afwezigheid van zowel de voorzitter als de ondervoorzitter wordt het voorzitterschap waargenomen door het oudste lid van de Vergadering.

Art. 5. De Raad beraadslaagt slechts geldig als minstens de meerderheid van zijn leden aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden.

In voorkomend geval wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen die binnen acht dagen na de eerste met dezelfde agenda wordt gehouden.

Het in het vorige lid bedoelde quorum wordt dan niet meer vereist opdat de beraadslaging geldig zou zijn.

De oproepingsbrieven worden bij ter post aangetekend schrijven verzonden; het afgeven van de brieven ter post geldt als kennisgeving vanaf de volgende dag.

Elk lid van de Oriëntatieraad kan zich laten vertegenwoordigen door een plaatsvervangend lid dat behoorlijk wordt gemachtigd door de instelling die het vertegenwoordigt. Elk plaatsvervangend lid mag slechts één lid vertegenwoordigen.

Een lid van de Oriëntatieraad dat minstens drie keer afwezig is zonder zich te laten vertegenwoordigen, kan worden vervangen door een andere persoon die op voorstel van de instelling die lastgever is, aangewezen wordt door de Waalse Regering.

Art. 6. De beslissingen van de Raad worden bij volstreekte meerderheid van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is die van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 7. De werken, beslissingen en adviezen van de Oriëntatieraad worden in notulen bepaald, die in een daartoe bestemd register ingeschreven worden.

De notulen worden getekend door minstens de meerderheid van de leden die hebben deelgenomen aan de werkzaamheden.

De afschriften of uittreksels worden door de voorzitter of door de Directeur van de "Office de Promotion" getekend.

Art. 8. De Oriëntatieraad mag werkcommissies belast met bepaalde problemen in zijn midden samenstellen. Deze commissies brengen verslag uit aan de Raad die daarover debatteert.

De Raad kan een beroep doen op de samenwerking van bijzonder gekwalificeerde personen alsmede van ambtenaren van de ministeries onder voorbehoud van het akkoord van de Minister onder wie deze ressorteren.

Art. 9. Bij elke vergadering van de Oriëntatieraad wordt een presentiegeld voor een bedrag van 2.500 BEF toegekend aan elk aanwezig lid van de Raad of aan zijn plaatsvervanger. De presentiegelden worden evenwel slechts aan de ambtenaren toegekend als ze de werkelijke aanwezigheid van deze leden dekken buiten de werkuren in dienst van het bestuur dat ze aanwerft.

De vergadering van de bijzondere afdeling van de Oriëntatieraad ingesteld in het kader van de oprichting van de autonome Haven "du Centre et de l'Ouest" wordt gelijkgesteld met een zitting voor de toekenning van de presentiegelden.

De leden van de Oriëntatieraad die ertoe gebracht worden dienstverleningen te verstrekken ten gunste van de "Office de Promotion des voies navigables", kunnen aanspraak maken op de betaling van een vergoeding van 1.000 BEF per halve dag.

De bovenvermelde vergoeding wordt evenwel slechts aan de ambtenaren toegekend als ze de werkelijke aanwezigheid van deze leden betreft buiten de werkuren in dienst van het bestuur dat ze aanwerft.

Een vergoeding voor een gelijkwaardig bedrag wordt tevens onder dezelfde voorwaarden toegekend aan de leden die deelnemen aan de door de Oriëntatieraad opgerichte werkcommissies. De aanvraag om dienstverleningen wordt ingesteld door de voorzitter of de ondervoorzitter.

De reiskosten van de leden van de Oriëntatieraad worden terugbetaald op grond van de in het Bestuur van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer vigerende regeling en mits een vorderingsaangifte voor zover ze noch van de instelling die ze vertegenwoordigen, noch van hun werkgever ten laste komen.

Art. 10. De voorzitter en/of de Directeur van de "Office de Promotion" tekenen alle akten i.v.m. het dagelijkse beheer van de Oriëntatieraad en, met de boekhouder van de Dienst, de boekhoudstukken van de Raad.

Art. 11. De voorzitter en/of de ondervoorzitter vertegenwoordigt de Oriëntatieraad van de "Office de promotion des voies navigables" bij elke manifestatie waaraan deze mag deelnemen.

Art. 12. Het secretariaat van de Oriëntatieraad wordt waargenomen door het personeel van de "Office de promotion des voies navigables".

Art. 13. Dit huishoudelijk reglement is van toepassing vanaf 1 januari 1999.

Namen, 3 juni 1999.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN



F. 99 — 2254

[C - 99/27537]

**3 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981
concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 5 avril 1995 et du 4 décembre 1996;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 1^{er} avril 1993, 10 mars 1994, 6 avril 1995, 27 juin 1996, 27 février 1997, 26 juin 1997, 27 novembre 1997 et du 21 janvier 1999;

Vu l'arrêté royal du 4 mai 1999 relatif à la composition et au fonctionnement des Cabinets ministériels fédéraux et au personnel des Ministères appelé à faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège ou d'une Communauté ou d'une Région, notamment l'article 18;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que les dispositions du présent arrêté doivent entrer en vigueur le 1^{er} juin 1999;

Considérant qu'une égalité de traitement entre les agents des Cabinets ministériels fédéraux, régionaux et communautaires postule, entre autres, que la matière de l'allocation forfaitaire de départ soit traitée de la même manière, notamment quant aux conséquences sur le plan social de cette allocation;

Sur la proposition du Ministre-Président et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 19 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 décembre 1981 concernant les Cabinets des Ministres, membres de l'Exécutif régional wallon, modifié par les arrêtés de l'Exécutif des 27 janvier 1982, 6 février 1986, 11 mai 1988 et les arrêtés du Gouvernement wallon des 1^{er} avril 1993, 10 mars 1994, 6 avril 1995, 27 juin 1996, 27 février 1997, 26 juin 1997, 27 novembre 1997 et du 21 janvier 1999 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 19. § 1^{er}. A la fin d'une législature ou en cas de démission d'un membre du Gouvernement, le Gouvernement ou le Ministre concerné peut accorder suivant les conditions reprises ci-après une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel, pour remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le minimum de moyens d'existence accordé par un Centre public d'Aide sociale ne sont pas considérés comme revenu de remplacement.

§ 2.1. Cette allocation forfaitaire comprend :

- un mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois;
- deux mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de six mois à un an;
- trois mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue d'un an à dix-huit mois;
- quatre mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de dix-huit mois à deux ans;
- maximum cinq mois d'allocation de cabinet pour une période d'activité ininterrompue de deux ans et plus.

§ 2.2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2.1. du présent arrêté, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein d'un Cabinet ministériel.

§ 2.3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'Assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. L'allocation de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 4.

§ 4. En dérogation au § 1^{er}, le Gouvernement ou le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet et qui soit, sont titulaires exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions partielles dans un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné ou d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes, soit, bénéficient d'allocations de chômage. Dans ces cas, l'allocation de départ est fixée conformément au § 2.1. et est diminuée, selon le cas, de la somme totale qui est due à l'intéressé pour la période correspondante, soit, en rétribution de fonctions incomplètes, soit, à titre de pension ou d'allocation de chômage.

§ 5. Le supplément d'allocation visé au second alinéa de l'article 9 du présent arrêté et les allocations et indemnités prévues aux articles 10, 12, 13 et 16 du présent arrêté ainsi que les ressources qui, suivant les dispositions au Code des impôts sur les revenus 1992 n'interviennent pas pour la détermination du nombre de personnes à charge, ne sont pas pris en considération pour la détermination de l'allocation forfaitaire de départ. Il n'est dû aucune allocation de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré. ».